



HAL
open science

Afrique-Chine : des ressources naturelles, des marchés et des votes

Thierry Pairault

► **To cite this version:**

Thierry Pairault. Afrique-Chine : des ressources naturelles, des marchés et des votes. *Géostratégiques*, 2023, 60, pp.11-23. halshs-04090596

HAL Id: halshs-04090596

<https://shs.hal.science/halshs-04090596>

Submitted on 5 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thierry Pairault¹



AFRIQUE-CHINE : DES RESSOURCES NATURELLES, DES MARCHÉS ET DES VOTES

Résumé : L'appréhension de l'Afrique par la Chine révèle un cynisme dans l'instrumentalisation des relations bilatérales pour réaliser ses objectifs stratégiques. Les investissements chinois en Afrique sont modestes en proportion et en valeur ; ce qui n'en fait pas un acteur de l'industrialisation du continent noir. Les entreprises chinoises commercent et construisent des infrastructures pour le compte des gouvernements africains lesquels investissent à l'aide de financements chinois, mais l'inadéquation de ces derniers avec les projets de développement proprement africains, révèle un dysfonctionnement systémique.

Mots clés : Afrique, Chine, « circulation duale », infrastructures, investissements, ONU (Assemblée générale et Agences), prêts, prestataire de services, relations commerciales, stocks

Abstract: *China's apprehension of Africa reveals a cynical approach to the instrumentalisation of bilateral relations to achieve its strategic objectives. Chinese investment in Africa is modest in proportion and value, which does not make it a player in the industrialisation of the continent. Chinese companies trade and build infrastructure on behalf of African governments, which invest with Chinese funding, but the mismatch of the latter with African development projects reveals a systemic dysfunction.*

Keywords: *Africa, China, "dual circulation", infrastructures, investments, loans, service provider, stocks, trade relations, UN (General Assembly and Agencies).*

« DES RESSOURCES NATURELLES, DES MARCHÉS ET DES VOTES », c'est ainsi que M^{me} Yao Guimei, directrice de l'Institut d'études Ouest-Asiatiques et africaines de l'Académie des sciences sociales de Chine, intitulait un article paru le 21 septembre 2022 dans l'édition chinoise du *China Daily*². Certes, elle n'entendait pas

1. Directeur de recherche émérite (CNRS - École des Hautes Études en Sciences Sociales), Centre d'études sur la Chine moderne et contemporaine (UMR 8173)

2. Yao Guimei, « You ziyuan, you shichang, hai you xuanpiao, Feizhou cheng daguo boyi xin 'saichang' » [Avec ses ressources, ses marchés et ses votes, l'Afrique est le nouveau « terrain de jeu » des grandes puissances], *Zhongguo shibao* [China Daily], 21 septembre 2022, <https://cn.chinadaily.com.cn/a/202209/21/WS632afc83a310817f312ef330.html>.

que la Chine était la seule à considérer l’Afrique comme un terrain de jeux où l’on gagnait des soutiens dans les instances internationales à commencer par l’assemblée générale de l’ONU, mais elle nous offrait un épitomé (in)volontairement cynique des relations sino-africaines qui nous guidera dans cette note qui commencera par l’analyse du graphique de la Figure 1.

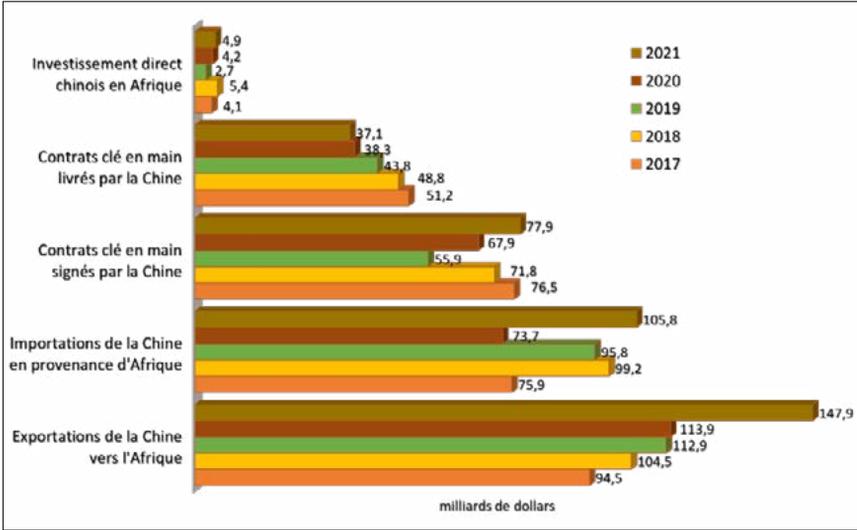


Figure 1 – Relations économiques sino-africaines

Sources : Calculs de l’auteur à partir de l’*Annuaire statistique chinois* <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj>, des communiqués statistiques du MOFCOM <http://fec.mofcom.gov.cn/article/tjsj/tjgb> et de la base de données en ligne de la CNUCED <https://unctadstat.unctad.org>.

Beaucoup de bruit autour des investissements

L’analyse des données statistiques chinoises comme de celles des institutions internationales montre clairement que les entreprises chinoises en Afrique n’interviennent pas spécifiquement comme investisseurs, contrairement au cliché répété à satiété. Elles agissent comme prestataires de services, clients et fournisseurs de marchandises. Le montant de ces activités commerciales (prestations de services et marchandises) est en moyenne 60 fois plus important que celui effectivement investi en Afrique. En 2019, par exemple, le montant de l’investissement direct chinois en Afrique a été de 2,7 milliards de dollars, ce qui représente à peu près la valeur actualisée de la participation de Dong Feng – le partenaire chinois de Peugeot – dans

PSA : un même montant pour, d'un côté, une seule entreprise chinoise investissant dans une unique entreprise étrangère, et de l'autre, un certain nombre d'entreprises chinoises investissant dans les 54 pays africains. En 2020, toujours par exemple, le montant de l'investissement direct chinois en Afrique a été de 4,2 milliards de dollars, soit le montant des bénéfices trimestriels de Total Énergies. De nombreux autres exemples confirmeraient la modicité de ces investissements chinois.

Cette insignifiance n'est pas la marque d'un engagement moindre de la part de la Chine ; ces dix dernières années, 2,6 % des flux d'investissement chinois étaient destinés à l'Afrique, pourcentage qui se compare au tout aussi médiocre 3,3 % de la moyenne des pays. Là où la comparaison peut devenir cruelle pour l'Afrique, c'est quand le rapprochement se fait avec le Laos. Ce petit pays de sept millions d'habitants a annuellement profité d'investissements chinois qui, bon an mal an, se sont élevés en moyenne à 30 voire 40 % de ceux dont bénéficiait un continent de 54 pays peuplés de 1,4 milliard d'habitants. À l'évidence, le Laos économiquement parlant semble, aux yeux de Pékin, importer beaucoup plus que l'Afrique.

Ce faible attrait de l'Afrique pour les investisseurs, quel que soit leur pays d'origine, se reflète aussi dans les stocks d'investissement qu'ils ont constitués. Le stock chinois d'investissement en Afrique correspond à 1,6 % de son stock dans le monde – contre 2,3% pour l'ensemble des pays. En revanche, on ne pourra nier que les comparaisons par pays manifestent un certain dynamisme chinois – tout étant relatif. Les chiffres de l'OCDE montrent que les stocks d'investissement en Afrique seraient de 60, 48 et 36 milliards de dollars respectivement pour la France, les États-Unis et le Royaume-Uni³, la Chine ayant réussi à se glisser à la troisième place avec 44 milliards de dollars. Si le succès chinois est de ce point de vue certain, en revanche, là où le discours chinois est beaucoup moins convaincant, c'est relativement à sa promesse d'aider l'Afrique à s'industrialiser.

La conséquence de la faiblesse de l'investissement chinois en Afrique est donc que la Chine ne peut participer que très marginalement à son industrialisation manufacturière. D'un point de vue mondial, les investissements manufacturiers de la Chine à l'étranger ne représentent en 2021 que 12% de ses investissements à l'étranger et vont de préférence dans les pays occidentaux tant à la recherche de techniques – celles dont elle ne dispose pas – que de profits – supérieurs à ceux

3. Nous excluons du décompte les Pays-Bas dont le score (70 milliards de dollars) résulte de ses pratiques fiscales paradisiaques. Comme les flux financiers révélant ces investissements sont statistiquement attribués au pays d'où ils sont émis (et non au pays de l'émetteur), il est impossible de déterminer l'origine effective de l'investisseur.

que génère sa propre industrie. En Afrique, les investissements industriels chinois se font dans des activités intensives en main-d'œuvre, donc peu capitalistiques, et par conséquent peu industrialisantes, n'impliquant *ipso facto* que de très limités transferts de technologies⁴. Le 14^e plan quinquennal (2021-2025), évoquant la crainte d'une désindustrialisation anticipée de la Chine, invite donc les acteurs économiques chinois à consolider le secteur industriel. C'est la réaffirmation d'un principe énoncé dès 2015 : « que le secteur manufacturier renforce la nation » (*zhi-zao qiang guo*). Cette orientation est de surcroît cohérente avec une volonté affichée de robotisation accélérée des activités à forte intensité de main-d'œuvre conduisant en particulier à interrompre d'éventuelles délocalisations réimportatrices. Seule cette « révolution robotique » (*jiqiren geming*), rendue prioritaire en 2014 par Xi Jinping⁵, assurerait une augmentation de la productivité de travailleurs que des salaires devenus très élevés rendraient non compétitifs, mais encore elle permettrait d'ignorer le défi démographique d'une population trop rapidement vieillissante faute d'avoir mis au monde une jeune génération numériquement assez importante pour justifier une économie tirée par la consommation. Aussi, n'est-il pas étonnant qu'il ne soit plus que très rarement fait état d'une exportation des capacités de production industrielle et de la création subséquente de 85 millions d'emplois hors de Chine – ce qui supposerait selon les chiffres énoncés par le MOFCOM en 2018 que 1,3 million d'entreprises chinoises s'internationalisent compte tenu du faible nombre d'emplois qu'elles créent⁶. La guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis conforte également un recentrage annoncé en juillet 2020 qui va dans le même sens : cette stratégie dite de « circulation duale » (*shuang xunhuan*) ne peut qu'accroître la marche vers un découplage économique de la Chine et un relatif renfermement sur soi.

Si les entreprises chinoises investissent peu en Afrique et participent peu à son industrialisation, en revanche, elles y font du commerce et construisent des infrastructures pour le compte des gouvernements africains qui eux investissent à l'aide de financements chinois.

4. Hangwei Li, Dominik Kopiński et Ian Taylor, « China and the Troubled Prospects for Africa's Economic Take-Off: Linkage Formation and Spillover Effects in Zambia », *Journal of Southern African Studies*, 2022, 48(5), p. 861-882.

5. Xi Jinping, « Zai Zhongguo kexueyuan di shiqi ci yuanshi dahui, Zhongguo gongchengyuan di shi'er ci yuanshi dahui shang de jianghua [Discours à la 17^e AG de l'Académie chinoise des sciences et à la 12^e AG de l'Académie chinoise d'ingénierie], 9 juin 2014, http://www.xinhuanet.com/politics/2014-06/09/c_1111056694.htm.

6. Thierry Pairault, « Créer 85 millions d'emplois en Afrique, improbable », <https://pairault.fr/sinafi/index.php/1305>.

Des infrastructures et des prêts

Après les investissements directs, la Figure 1 recense deux autres indicateurs. Le premier indicateur est le chiffre d'affaires réalisé par des entreprises chinoises du BTP pour les travaux exécutés et livrés une année donnée dans le cadre de contrats de construction d'infrastructures. Le second indicateur donne le montant des nouveaux contrats qui ont été signés au cours de l'année entre une entreprise chinoise du BTP et un gouvernement africain en vue de l'exécution de travaux d'infrastructure. Si les achèvements de travaux se sont caractérisés par une diminution du chiffre d'affaires annuellement réalisé par les entreprises chinoises, en revanche, il apparaît clairement que les contrats nouvellement signés leur réservent encore de beaux jours.

Il existe ici une vieille confusion entre investissement, prestations de services et financement. Les organismes internationaux, comme le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), donnent une définition précise de ce qui constitue un investissement direct à l'étranger⁷. Il s'ensuit que ce n'est donc pas parce que des entreprises chinoises participent à des travaux d'infrastructure qu'elles « investissent en infrastructure » puisqu'elles ne deviennent ni propriétaires (pour dire les choses de manière simpliste), ni même détentrices de droits sur ces infrastructures. Si ces entreprises chinoises n'investissent pas, en revanche elles construisent et éventuellement font financer par l'ExIm Bank de Chine ou la China Development Bank des investissements *africains* en infrastructure à la demande des pays africains.

Si nous comparons dans la Figure 1 le montant de l'investissement chinois aux prestations de services fournies par les entreprises chinoises du BTP la même année, nous constatons que le chiffre d'affaires réalisé par ces entreprises était en moyenne ces cinq dernières années plus de dix fois supérieur au montant investi par la Chine en Afrique. Il ne s'agissait pas d'une exception, mais d'un état de fait récurrent depuis que des statistiques sur l'investissement chinois à l'étranger sont disponibles. Ces opérations (investissements et prestations de services) génèrent des flux financiers inverses : dans le premier cas, il y a un flux créé par une entreprise chinoise qui investit dans un pays africain hôte, dans le second cas, il y a un flux du pays africain investisseur vers une entreprise chinoise prestataire de service. Compte tenu de cette différence, ces deux activités illustrent chacune à leur manière la présence de la Chine en Afrique ; elles montrent clairement que la Chine est moins un investisseur

7. OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, 2003, Numéro 1, p. 193.

qu'un prestataire de services, que l'Afrique est moins un partenaire qu'un client, client qui pèse assez lourd en l'occurrence puisqu'en moyenne ces vingt dernières années il a produit un tiers du chiffre d'affaires réalisé par les entreprises chinoises du BTP à travers le monde (hormis en Chine même).

Les prestations de services chinoises sont importantes pour l'économie africaine, non seulement parce que les entreprises chinoises participent à la construction d'infrastructures, mais encore parce que la Chine les a bien souvent financées – en totalité ou en partie. S'il y a une longue tradition d'aide chinoise aux projets africains en octroyant des financements, ce n'est que très récemment que les prêts ont acquis une réelle importance en même temps que leur caractère commercial s'accroissait (prêts liés octroyés au taux du marché). La Figure 2 résume leur évolution du début du siècle à 2020. Après le pic de 2016, les engagements chinois semblent s'être considérablement ralentis – la crise sanitaire en partageant la faute en 2020. En vérité, ces chiffres montrent que les flux financiers résultant de prêts octroyés avec l'aval du gouvernement chinois et observables à travers la balance des paiements ont diminués. En revanche, les prêts octroyés par des acteurs chinois directement

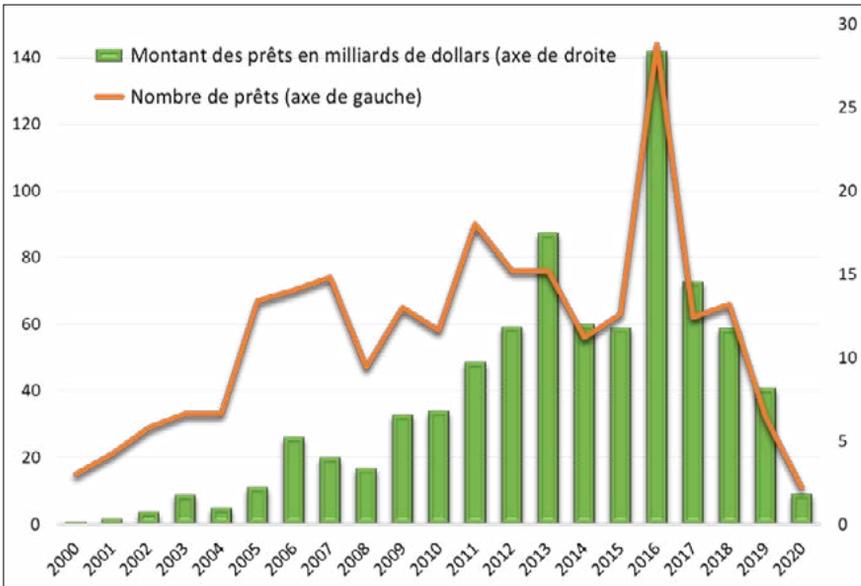


Figure 2 – Prêts chinois à l'Afrique

Source : Chinese Loans to Africa Database, <http://bu.edu/gdp/chinese-loans-to-africa-database>.

à des donneurs d'ordre africains, par exemple via des paradis bancaires et fiscaux (Îles Vierges, Îles Caïmanes...), sont difficilement identifiables. De même, on ne pourra pas saisir statistiquement les prêts que les institutions financières chinoises attribueraient non plus aux gouvernements africains, mais directement en Chine aux entreprises chinoises prestataires de services pour leurs chantiers africains. Autrement dit, les canaux de financement pouvant changer, rien n'implique que le montant total des prêts ait *ipso facto* changé.

Quoi qu'il en soit des canaux empruntés, les nombreuses mésaventures, que la presse a abondamment rapportées de manière approximative si ce n'est erronée, ont incité le gouvernement chinois à se montrer beaucoup plus circonspect, car le véritable problème n'est ni le nombre de prêts, ni le montant des sommes prêtées, mais bien l'adéquation des prêts à leur objet. La Chine – en grande partie par inexpérience – tout autant que les pays africains surendettés à son égard est tombée dans le même piège : croire en la théorie du Big Push et penser qu'il suffisait de financer de grands chantiers infrastructurels pour qu'un pays se développe. Tout au plus ces pays arrivent-ils à créer voire entretenir une certaine croissance – comme la Chine en fait elle-même l'amère expérience depuis le début des années 2000⁸. La Banque mondiale et le FMI, après avoir prôné la croissance tirée par les infrastructures et financée par la Chine semblent en être revenus⁹. Les exemples de projets « développementalement » mal conçus (ce qui n'implique pas qu'ils soient techniquement défectueux ou de mauvaise qualité) sont nombreux et constituent autant de chausse-trappes qui happent aussi bien le donneur d'ordre (le pays africain) que le prestataire de services et le bailleur de fonds (tous deux bien souvent chinois). Un exemple particulièrement éloquent est celui du nouveau chemin de fer entre Djibouti et Addis-Abeba si bien conçu qu'aujourd'hui encore – six ans après sa mise en service – l'antédiluvien chemin de fer français qu'il entendait remplacer se substitue à lui pour des services qu'il ne sait rendre. La même remarque s'applique à la noria de camions qui, au lieu de disparaître, a proliféré.

8. Yu Yongding et He fan (dir.), *Zhongguo jingji de xiatian: dangqian hongguan jingji xingshi he hongguan zhengce fenxi* [L'été de l'économie chinoise : situation macroéconomique et analyse de la politique macroéconomique actuelle], Pékin, Zhongguo qingnian chubanshe, 2005. Des manifestations récentes sont les mésaventures de la ville de Hegang <https://news.sina.cn/gn/2021-12-24/detail-ikyakumx6195549.d.html> et celles du promoteur immobilier Evergrande <https://news.sina.com.cn/c/2021-12-22/doc-ikyarmz0431322.shtml>.

9. Thierry Pairault, « Lin Yifu, l'Afrique et le modèle chinois d'émergence », *Revue de la régulation* (en ligne), n° 25, 2019, <https://journals.openedition.org/regulation/14529>; Thierry Pairault, « China's infrastructure-heavy model for African growth is failing », *The Diplomat*, 30 juillet 2020, <https://thediplomat.com/2020/07/chinas-infrastructure-heavy-model-for-african-growth-is-failing>.

Quels qu'ils soient, les errements et, il faut bien le reconnaître, l'irresponsabilité des acteurs chinois et de la Chine elle-même, ont servis à justifier un dénigrement des présences chinoises en Afrique et, la pandémie aidant, à focaliser les critiques sur la politique chinoise de financement.

Des échanges commerciaux en trompe-l'œil

Les deux indicateurs qui apparaissent ensuite dans la Figure 1 sont relatifs aux échanges commerciaux. Malgré la crise du Covid, le volume total de ces échanges (importations plus exportations) est passé de 170 à 254 milliards de dollars en cinq ans (croissance de 49 %) ; ces échanges se sont caractérisés par un creusement du déficit commercial de l'Afrique passant à 42 milliards de dollars en 2021, soit un montant dix fois supérieur à celui des investissements chinois la même année. Ces chiffres ne doivent pas pour autant impressionner, car les échanges avec l'Afrique ne représentent que 4 % du volume global des échanges commerciaux de la Chine avec le Monde, c'est-à-dire que les 54 pays africains ont ensemble un poids identique à celui de la seule Allemagne, mais moindre que celui de Taïwan (5%). En revanche, la Chine est à la fois le premier fournisseur et le premier client de l'Afrique qui réalise avec elle près du cinquième de ces échanges. Il apparaît donc que la Chine est d'un point de vue macro-économique très importante pour l'Afrique, mais inversement que l'Afrique est d'une importance des plus limitée pour la Chine.

Parce que la Chine a organisé la sécurisation de ses approvisionnements en matières premières, certains observateurs ont voulu y voir une dépendance de la Chine à l'égard de l'Afrique. Le tableau 1 montre à l'inverse que c'est l'Afrique qui est devenue très dépendante des achats chinois, la Chine ayant mis en place un large éventail de fournisseurs alternatifs pour ces mêmes matières premières. Concernant les exportations africaines de minerais et métaux et de combustibles, seuls l'Afrique du Sud et l'Angola pourraient prétendre jouer un rôle significatif, étant donné la dépendance très relative de la Chine à leur égard. L'évolution récente des relations entre l'Australie et la Chine montre que la Chine n'a pas peur de remettre en question sa dépendance supposée vis-à-vis de l'Australie pour son approvisionnement en fer – ce qui, dans ce cas, pourrait profiter (à court terme du moins) à certains pays africains comme la Guinée. La priorité accordée à l'Iran et à la Russie ainsi que le basculement vers les pays du Golfe ont fait perdre à l'Angola son éventuelle prééminence. Là encore, le 14^e plan quinquennal réitère clairement la volonté d'établir des chaînes industrielles respectant le principe de « la Chine d'abord » (*yi wo wei zhu*). Dans le contexte d'une division internationale du travail inégale, ce principe ne fait

que renforcer le rôle de l'Afrique en tant que fournisseur de matières premières aux côtés d'autres « pays ressources » (*ziyuan guo*) comme la Chine catalogue les pays africains¹⁰.

Catégorie de produits	Partenaire africain	En % des produits de cette catégorie en provenance d'Afrique	En % du total des importations chinoises de ces produits	Rang parmi les pays fournisseurs de ces produits
Minerais et métaux	Afrique du Sud	44 %	5 %	5
	Congo (RDC)	25 %	3 %	7
	Zambie	10 %	1 %	18
	Guinée	6 %	1 %	22
	Total	85 %	10 %	
Combustibles	Angola	51 %	5 %	9
	Congo	11 %	1 %	19
	Libye	8 %	1 %	23
	Nigéria	6 %	1 %	24
	Total	76 %	8 %	

Tableau 1 – Importations chinoises de matières premières (2021)

Source : Calculs de l'auteur à partir de la base de données en ligne de la CNUCED <https://unctadstat.unctad.org>.

Il existe une substantifique asymétrie dans la relation entre l'Afrique en tant que continent et la Chine en tant que nation. Si la Chine est économiquement importante pour l'Afrique, en revanche, les pays africains se révèlent politiquement importants pour la Chine.

Des votes africains pour la Chine

Pour comprendre l'importance politique de l'Afrique pour la Chine, il est nécessaire de se plonger dans l'histoire de la fin du xx^e siècle. En 1989, après les massacres de la place Tiananmen, les pays occidentaux ont imposé des sanctions à la Chine. Ce fut un électrochoc pour les dirigeants chinois de l'époque, comme en témoigne la *Brève histoire du Parti communiste chinois* dans une version révisée

10. Shao Yu, « Dang Shanghai zi mao qu yujian jinrong cheng » [Quand la zone franche de Shanghai rencontre la ville financière], *Aisixilang* [Réfléchir], 15 avril 2015, <http://www.aisixiang.com/data/86732.html>.

publiée en 2021 pour célébrer le centenaire du PCC¹¹. Dès lors, un double récit s'est progressivement mis en place : un message économique assez libéral illustré, par exemple, par le discours de Xi Jinping à Davos en 2017 en faveur d'une mondialisation libérale ; et un message politique farouchement anti-occidental qui s'est consolidé au fil du temps et s'est épanoui ces dernières années, comme le montre tout récemment la rhétorique de certains diplomates chinois désormais qualifiés de « loups guerriers ». Politiquement, cela s'est traduit depuis le début des années 1990 par une instrumentalisation du vieux thème de l'humiliation nationale et une révision des manuels d'histoire, une réinvention du confucianisme, une réactivation du tiers-mondisme et un approfondissement des liens avec les pays en développement, à commencer par les pays africains¹². L'Afrique compte 54 pays disposant chacun d'une voix à l'Assemblée générale de l'ONU (à l'exception de l'Esuatini, 53 pays reconnaissent actuellement Pékin), soit près d'un tiers des voix permettant de prendre des décisions. Cela a conduit à une réécriture de l'histoire, comme en témoigne la publication en 1999 d'un livre retraçant cinquante ans de diplomatie chinoise¹³, dans lequel l'Afrique est présentée comme une héroïne grâce à laquelle la République populaire de Chine a pu remplacer la République de Chine (Taïwan) au Conseil de sécurité de l'ONU. En fait, comme le montrent les archives de l'ONU, le soutien des pays africains a été tardif et ne s'est exprimé que lorsque l'éviction de Taïwan était devenue inévitable.

Ces dernières années, la Chine a dirigé simultanément quatre agences de l'ONU : l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [2019-2023], l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) [2015-2021], l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) [2013-2021] et l'Union internationale des télécommunications (UIT) [2015-2022]. Elle est également le seul pays à n'avoir jamais occupé autant de directions simultanément, ce qui est d'autant plus important que ces quatre agences sont hautement symboliques. Les directions de la FAO et de l'ONUDI soulignent l'implication de la Chine dans le développement, l'industrialisation et l'aide aux pays pauvres. La supervision de

11. Zhonggong zhongyang xuanchuan bu [Département de propagande du Comité central du Parti communiste chinois], *Zhongguo gongchandang jian shi (2021 nianban)* [Petite histoire du Parti communiste chinois (édition 2021)], Pékin, Renmin chubanshe, 2021. Voir le compte rendu qu'en fait le journal *Pingguo* [Apple Daily] de Hong Kong le 12 avril 2021 : <https://hk.appledaily.com/china/20210412/KNVW3G5L5RHAFNBTQJN3QUJSM>.

12. Vr. le cours d'Anne Cheng au Collège de France, le 21 janvier 2021, <https://www.college-de-france.fr/site/anne-cheng/course-2021-01-21-11h00.htm>.

13. Wang Taiping, *Xin zhongguo waijiao 50 nian* [50 ans de diplomatie de la Chine nouvelle], Pékin, Beijing chubanshe, 1999.

l'OACI et de l'UIT montre également la Chine comme un pays techniquement innovant dans des domaines sensibles, ayant réussi à se transformer d'un pays arriéré en un pays technologiquement avancé. Si la présence de la Chine à la tête de l'UIT a du sens dans la course, non plus à la 5G, mais à la 6G, que Huawei entend pouvoir commercialiser dès 2030¹⁴, sa présence à la tête de l'OACI a été encore plus significative avec le lancement d'une route aérienne de la soie, après les déboires du Boeing 737 Max et au moment de la certification du Comac C919. La route aérienne de la soie est un projet lancé par le conglomérat public AVIC (Aviation Industry Corporation of China) pour promouvoir l'exportation d'équipements, d'infrastructures et de services aéronautiques chinois vers les pays situés le long des nouvelles routes de la soie. Il s'agit d'un projet industriel qui a fortement besoin du soutien de l'État chinois pour obtenir les différents certificats qui établissent la navigabilité du matériel et des équipements exportés et qui, à cette fin, est inclus dans le 14^e plan quinquennal. Parmi les équipements exportables figure le Comac C919, qui est destiné aux mêmes marchés que l'Airbus A320 et le Boeing 737 Max. En d'autres termes, en soutenant économiquement et financièrement les pays africains, la Chine se constitue une clientèle de pays dépendants qui lui permettent de construire son image et d'exercer un pouvoir politique certain : l'instrumentalisation de l'Afrique contribue directement à la renaissance de cette Chine puissante que les dirigeants chinois appellent de leurs vœux. Aussi on ne s'interrogera plus sur la nature des propos de M^{me} Yao Guimei évoqués en introduction qui réduisent les relations avec l'Afrique à « des ressources, des marchés et des votes ».

Ce cynisme instrumental a été quelque peu stigmatisé en Chine lors d'un colloque organisé le 27 mai 2022 sous les auspices du magazine *Culture* et de l'association Eurasian Society for System Science Research. Pour résumer le point de vue des panélistes, nous dirons qu'ils ont insisté sur le fait que la Chine était économiquement extrêmement précieuse pour l'Afrique, alors que l'importance économique de l'Afrique pour la Chine était par comparaison prodigieusement modeste – comme nous venons de l'explicitier. En revanche, l'Afrique serait politiquement cruciale pour la Chine, ce que réaffirme le 12 novembre 2022, en marge du sommet États-Unis-Afrique de Washington, l'ambassadeur de Chine aux États-Unis¹⁵. Par suite, les panélistes ont convenu qu'aujourd'hui la coopération économique chinoise en Afrique n'était que du « gravier de ballast » pour stabiliser les relations

14. Phate Zhang, « Huawei aims to make 6G commercially available by around 2030 », *CnTechPost*, 12 avril 2021, <https://cntechpost.com/2021/04/12/huawei-aims-to-make-6g-commercially-available-by-around-2030/>.

15. Semafor Africa Summit, <https://www.youtube.com/watch?v=KexAlkOiQI0&t=8059s>.

sino-africaines. À l'avenir, il conviendrait donc que l'Afrique ne soit plus seulement instrumentalisée à des fins politiques, mais devienne le « pivot » d'une nouvelle stratégie économique internationale chinoise permettant de mieux contrer l'ordre international soutenu par « l'Occident dirigé par les États-Unis »¹⁶.

Il n'est pas certain que les propos de ces intellectuels soient entendus, mais à l'évidence les dirigeants s'interrogent sur l'évolution des relations sino-africaines. Pour que les doutes des premiers nourrissent véritablement les interrogations des seconds de manière féconde, encore faudrait-il que tous prennent en compte l'agentivité africaine étrangement absente de tous ces débats. ■

Éléments bibliographiques

- Yao Guimei, « You ziyuan, you shichang, hai you xuanpiao, Feizhou cheng daguo boyi xin 'saichang' » [Avec ses ressources, ses marchés et ses votes, l'Afrique est le nouveau « terrain de jeu » des grandes puissances], *Zhongguo shibao* [China Daily], 21 septembre 2022, <https://cn.chinadaily.com.cn/a/202209/21/WS632afc83a310817f312ef330.html>.
- Hangwei Li, Dominik Kopiński et Ian Taylor, « China and the Troubled Prospects for Africa's Economic Take-Off: Linkage Formation and Spillover Effects in Zambia », *Journal of Southern African Studies*, 2022, 48(5), p. 861-882.
- Xi Jinping, Discours à la 17^e AG de l'Académie chinoise des sciences et à la 12^e AG de l'Académie chinoise d'ingénierie, 9 juin 2014, http://www.xinhuanet.com/politics/2014-06/09/c_1111056694.htm.
- Thierry Pairault, « Créer 85 millions d'emplois en Afrique, improbable », <https://pairault.fr/sinaf/index.php/1305>.
- OCDE, *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 1, 2003.
- Yu Yongding, He fan (dir.), *Zhongguo jingji de xiatian: dangqian hongguan jingji xingshi he hongguan zhengce fenxi* [L'état de l'économie chinoise : situation macroéconomique et analyse de la politique macroéconomique actuelle], Pékin, Zhongguo qingnian chubanshe, 2005.
- Sur les mésaventures de la ville de Hegang <https://news.sina.cn/gn/2021-12-24/detail-ikyakumx6195549.d.html>.
- Sur les mésaventures du promoteur immobilier Evergrande <https://news.sina.com.cn/c/2021-12-22/doc-ikyarmz0431322.shtml>.
- Thierry Pairault, « Lin Yifu, l'Afrique et le modèle chinois d'émergence », *Revue de la régulation*, n° 25, 2019, <https://journals.openedition.org/regulation/14529>.

16. Thierry Pairault, « Le "repositionnement" stratégique de la Chine vers l'Afrique », 6 juillet 2022, <https://pairault.fr/sinaf/index.php/2406>.

- Thierry Pairault, « China's infrastructure-heavy model for African growth is failing », *The Diplomat*, 30 juillet 2020, <https://thediplomat.com/2020/07/chinas-infrastructure-heavy-model-for-african-growth-is-failing>.
- Shao Yu, « Dang Shanghai zi mao qu yujian jinrong cheng » [Quand la zone franche de Shanghai rencontre la ville financière], *AisixiLang [Réfléchir]*, 15 avril 2015, <http://www.aisixiang.com/data/86732.html>.
- Zhonggong zhongyang xuanchuan bu [Département de propagande du Comité central du Parti communiste chinois], *Zhongguo gongchandang jian shi (2021 nianban)* [Petite histoire du Parti communiste chinois (édition 2021)], Pékin, Renmin chubanshe, 2021.
- Journal *Pingguo* [Apple Daily], Hong Kong, 12 avril 2021 : <https://hk.appledaily.com/china/20210412/KNVW3G5L5RHAFNBTQJJN3QUJSM>.
- Cours d'Anne Cheng au Collège de France, le 21 janvier 2021, <https://www.college-de-france.fr/site/anne-cheng/course-2021-01-21-11h00.htm>.
- Wang Taiping, *Xin zhongguo waijiao 50 nian* [50 ans de diplomatie de la Chine nouvelle], Pékin, Beijing chubanshe, 1999.
- Phate Zhang, « Huawei aims to make 6G commercially available by around 2030 », *CnTechPost*, 12 avril 2021, <https://cntechpost.com/2021/04/12/huawei-aims-to-make-6g-commercially-available-by-around-2030/>.
- Semafor Africa Summit, <https://www.youtube.com/watch?v=KexAlkOiQI0&t=8059s>.
- Thierry Pairault, « Le 'repositionnement' stratégique de la Chine vers l'Afrique », 6 juillet 2022, <https://pairault.fr/sinaf/index.php/2406>.